

Loi immigration : contre l'arbitraire et l'inhumain, rassemblons-nous !

L'Assemblée nationale vient d'adopter, hier soir, ce texte après des tractations politiciennes organisées par le gouvernement tandis que l'extrême-droite jubile.

Il reflète la volonté du gouvernement de stigmatiser une fois de plus les immigré-es et développe un climat nauséabond vis-à-vis des étranger-es, malgré les promesses de "digue contre l'extrême-droite" d'Emmanuel Macron en mai 2022. Les personnes étrangères méritent mieux que des manœuvres et marchandages politiques sur un texte qui bafoue les droits fondamentaux.

La journée du 19 décembre fait franchir un nouveau cap. Le gouvernement a décidé de faire adopter une loi reprenant les pires positions de l'extrême-droite sur la préférence nationale, sa négation du droit du sol et des droits des travailleuses et travailleurs étranger-es. Le problème n'est pas d'adopter le projet de loi avec ou sans les voix de l'extrême droite. C'est bien son contenu, qui permet qu'il soit voté par l'extrême droite.

Nos différentes organisations luttent depuis des mois contre ce projet de loi. Force est de constater que l'examen de ce texte a peu à peu fait sauter des digues, laissant le champ libre à une xénophobie aujourd'hui complètement décomplexée.

Il n'est ni plus ni moins désormais que le projet de loi le plus régressif depuis au moins 40 ans pour les droits et conditions de vie des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France : enfermement et expulsions de personnes protégées au titre de la vie privée et familiale, refus ou retrait du droit au séjour au motif de menaces à l'ordre public, rétablissement du délit de séjour irrégulier, atteintes au droit à la santé et à la vie familiale, restriction de l'accès aux titres de séjour pour étudiant-es et personnes malades, mise en place et renforcement de tous les freins à l'intégration, etc. Faute de titre de séjour, la vie d'un nombre croissant de personnes étrangères en France, extrêmement précarisée, sera rendue infernale.

Les principes d'égalité, de solidarité et d'humanité, qui fondent notre République, semblent ne plus être aujourd'hui une boussole légitime de l'action gouvernementale. Nous sommes à un tournant politique majeur.

Face à la situation et en pleine conscience, nos organisations appellent à un rassemblement ce mercredi 20 décembre, à partir de 18h30, place François Rude à Dijon.

Rassemblement contre la « loi immigration »

Mercredi 20 décembre

18h30

Place François Rude - Dijon

